

REPUBLIQUE FRANCAISE



AVIS PORTANT SUR LE  
« DEBAT D'ORIENTATIONS STRATEGIQUES SUR LE PADDMA »

—

JUILLET 2019

CONSEIL ECONOMIQUE, SOCIAL, ENVIRONNEMENTAL DE LA CULTURE ET DE L'ÉDUCATION DE MARTINIQUE (CESECEM)  
HOTEL DE LA COLLECTIVITE TERRITORIALE DE MARTINIQUE - RUE GASTON DEFFERRE - CLUNY CS 30137 – 97201 FORT DE FRANCE Cedex  
Tél. 05 96 59 63 00 - Tél. 05 96 59 80 81 – Tél. 05 96 59 64 53 - Télécopie : 05 96 59 64 31  
E-mail : [cesecem@collectivitedemartinique.mq](mailto:cesecem@collectivitedemartinique.mq)

Par courrier en date du 02 juillet 2019, le Président du Conseil Exécutif de la Collectivité Territoriale de Martinique a saisi pour avis, le Conseil Economique, Social, Environnemental, de la Culture et de l'Education de Martinique (CESECEM) sur le « Débat d'orientations stratégiques sur le PADDMA ».

Le présent rapport a pour objet de lancer le débat d'orientations stratégiques du Plan d'Aménagement et de Développement Durable de Martinique (PADDMA).

Cette volonté politique a été inscrite dans le contrat de mandature 2016-2021.

La Collectivité Territoriale de Martinique souhaite que le PADDMA constitue un cadre d'intervention novateur fondé sur le partenariat. Pensé comme le cadre de référence, il se veut être le principal document structurant en matière d'aménagement du territoire. Document intégrateur à valeur prescriptive, il s'imposera, en se substituant au Schéma d'Aménagement Régional, aux Schémas de Cohérence Territoriaux (SCoT) dans un rapport de compatibilité. Projet politiquement assumé, document socialement adapté et efficient pour assumer les transitions de la Martinique, tel est le Plan que la CTM souhaite élaborer.

Le Débat d'Orientations Stratégiques vise, entre autres, à identifier les objectifs à atteindre à l'horizon 2035, définir les orientations fondamentales d'un projet de territoire et proposer les principes de gouvernance partagée et de co-construction.

Cette démarche de planification territoriale sera complétée par des thématiques nouvelles et transversales comme :

- L'économie bleue
- Le développement des énergies renouvelables
- La préservation et la valorisation de la biodiversité
- La maîtrise des risques
- Le changement climatique...

Le PADDMA entend répondre au renforcement de l'armature urbaine que n'a pas su atteindre le SAR, au foisonnement de visions communales peu propices à une gestion partagée du territoire et à la difficulté d'acceptation des prescriptions du document par les communes. Pour la CTM, l'enjeu n'est plus seulement la simple occupation de l'espace mais l'optimisation des dynamiques et des interactions des différentes composantes du territoire au service du renforcement de l'identité martiniquaise.

Document intégrateur de l'ensemble des schémas de la Collectivité Territoriale (Plan de convergence, STDEII, Schéma Routier, Schéma de l'autonomie, Schéma des formations en collèges, lycées et enseignement supérieur...) mais également document au sommet de la hiérarchie des normes, il a pour vocation de traiter de nombreuses questions-clés d'aménagement :

- Limitation de l'étalement urbain en privilégiant le renouvellement urbain
- Mise en place de solution contre la vacance et les dents creuses
- Redynamisation des territoires
- Amélioration du maillage des modes de transport terrestre et maritime
- Connexion de très haut débit
- Préservation des terres agricoles

- Remise dans le circuit des terres en friches
- Valorisation de la biodiversité
- Préservation de la ressource eau
- Démocratisation de l'accès à la culture et au sport

Le rapport indique que le PADDMA devra également prendre en compte les orientations relatives à l'éducation, la formation, l'emploi et aux questions sociales.

Les membres du Bureau prennent acte de la volonté de la CTM d'associer le CESECEM dès le lancement de l'élaboration du document. Toutefois, les membres du Bureau attirent l'attention de la CTM sur le respect d'un délai de transmission suffisant des documents pour réaliser l'analyse.

Le CESECEM constate avec satisfaction que le document de Débats d'Orientations Stratégiques aborde la question du contrôle des documents d'urbanisme et de police de l'urbanisme et de l'environnement.

Toutefois, le CESECEM s'interroge, d'un point de vue juridique, sur la nature du PADDMA. La lecture du rapport donne l'impression que tout est dans tout, tant il est vrai que le PADDMA semble avoir vocation à tout intégrer au risque d'affaiblir sa portée normative, par comparaison avec le SAR auquel il entend, entre autres, se substituer.

Le CESECEM fait part de son questionnement quant au véhicule législatif fixant les modalités de réalisation du PADDMA. D'autant que de nombreuses incertitudes subsistent du point de vue de la procédure d'adoption du document final dont la CTM est loin d'avoir la maîtrise. Quant au contenu, il méritera d'être précisé, afin d'épurer, autant que possible, le document final de considérations n'ayant aucune dimension normative.

S'il est vrai que le rapport évoque la participation de la population martiniquaise au processus d'élaboration du PADDMA, force est d'admettre qu'il reste plutôt discret sur les modalités précises d'une telle implication. En la circonstance, le CESECEM entend rappeler que la mise en œuvre d'un tel document passe par une totale appropriation par la population. Une appropriation, elle-même subordonnée à l'implication des citoyens dès la phase d'élaboration.

Par ailleurs, si le CESECEM perçoit une volonté réelle de co-construction de ce document, le Conseil attire l'attention, au regard des ambitions qu'il porte, sur le délai de réalisation du PADDMA qui semble extrêmement serré.

Enfin, compte tenu de la complexité du dossier, le CESECEM invite la CTM à mettre en place une véritable ingénierie et à recourir aux expertises nécessaires pour le mener à bien.

Ce rapport n'appelle pas d'autre observation hormis celles formulées ci-dessus.

*Adopté à l'unanimité des présents par le Bureau du CESECEM le mercredi 10 juillet 2019.*